



Taux actuels de retard de croissance: 38.3% d'émaciation: 12.7% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 25.5%

Source: Gouvernement malien (DHS, 2013)

Bons résultats

- Mali : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR)) accorde une grande importance à la nutrition.
- Mali : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Mali : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012-2013.
- Mali : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 98% des enfants en 2013.
- Mali : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (5.38% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Mali : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (5.6% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Mali : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (24.7% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Mali : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.


Mali: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	5.38%	2014	20e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	5.6%	2014	42e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	30e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	21er ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	80.8%	2010	12e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Moyen	2014	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2015	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	98%	2013	10e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	77%	2015	22e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	24.7%	2015	28e
Visites médicales pour les femmes enceintes	74.6%	2010	41er
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2012-2017	1er
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2012-2013	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS ² dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

^ Code international de commercialisation des substituts du lait maternel